

Le Vaucluse est le 5e département le plus pauvre de France métropolitaine

<u>Une étude de l'Insee Paca</u> confirme un fort taux de pauvreté dans la population de Vaucluse. Le département est même l'un des plus touchés de l'Hexagone. Quant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle fait à peine davantage puisque seul le département des Hautes-Alpes fait mieux que la moyenne nationale.

Régulièrement qualifié de 7° ou de 6° département le plus pauvre de France, le Vaucluse figure en fait en 5° position métropolitaine de ce triste classement. Avec un taux de pauvreté de 20% de sa population, il apparaît ainsi derrière la Seine-Saint-Denis (28,4%), les Pyrénées-Orientales (21%), l'Aude (20,7%) et la Haute-Corse 20,6%. Il glisse éventuellement de 2 places supplémentaires dans ce 'top de la misère' si l'on prend en compte La Réunion (38,9%) et la Martinique (29,8%).

Si le Vaucluse est à la traîne de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la région ne brille pas par ses résultats (voir tableau ci-dessous). Seul le département des Hautes-Alpes affiche un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale. Les Bouches-du-Rhône et surtout le Gard voisin ne sont malheureusement pas très loin des chiffres vauclusiens.

Taux de pauvreté en Paca et départements limitrophes du Vaucluse

Département	Taux de pauvreté
Hautes-Alpes	13,9%
Ardèche	14,4%
Drôme	14,8%
Alpes-Maritimes	15,8%
Var	15,6%
Alpes-de-Haute-Provence	16,8%
Bouches-du-Rhône	18,7%
Gard	19,8%
Vaucluse	20%
Moyenne Paca	17,3%
Moyenne France métropolitaine	14,6%

Source Insee : étude mai 2021 (données 2018)

Dans le Vaucluse il existe aussi de forte disparité entre les territoires. Ainsi, c'est au sein de la Communauté de communes Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP) <u>que l'Insee observe les plus faible taux</u>



de pauvreté du département. La CC Territoriale Sud-Luberon et Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse affichent également de meilleurs résultats que la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). A l'inverse le Pays Réuni d'Orange, le Pays d'Apt-Luberon, Rhône Lez Provence, la Cove et le Grand Avignon sont à la traîne. Cependant, ces intercommunalités font mieux que leurs voisins de Beaucaire Terre d'Argence, Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Alès Agglomération et Nîmes Métropole. Des chiffres qui confirment que les personnes en situation de pauvreté sont plus présentes dans les pôles qu'en périphérie.

« Quelle que soit la taille de l'aire d'attraction, le taux de pauvreté est bien plus élevé dans le pôle que dans la couronne : il y est près du double, sauf dans les aires de moins de 50 000 habitants où l'écart est moins prononcé, explique David Pirou dans la synthèse de son étude Insee. La pauvreté est particulièrement élevée dans les communes-centres où un habitant sur cinq est en situation de pauvreté. Elle est moins fréquente en dehors des aires d'attraction (taux de pauvreté de 14,7 %) que dans les pôles (18,9 %), mais reste toutefois nettement plus marquée que dans les couronnes (10,6 %). »

Taux de pauvreté par établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

Établissement public de coopération intercommunale Taux de pauvreté

CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP)	11,6%
CC Territoriale Sud-Luberon	13%
CC Vallée des Baux-Alpilles	13,7%
CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse	14,1%
CC du Pont du Gard	15%
CA Terre de Provence	15%
CA du Gard Rhodanien	16,5%
CC des Sorgues du Comtat	17%
CC Pays d'Uzès	17%
CC Vaison Ventoux	17,8%
CA Luberon Monts de Vaucluse	19,1%
CC Ventoux Sud	19,3%
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	18,6%
CC Enclave des Papes-Pays de Grignan	18,9%
CC du Pays Réuni d'Orange (CCPRO)	19,9%
CC Pays d'Apt-Luberon	20%
CC Rhône Lez Provence	20,2%
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove)	20,8%
CA du Grand Avignon	22,2%
CC Beaucaire Terre d'Argence	22,3%
CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	22,7%



CA Alès Agglomération 22,8%
CA de Nîmes Métropole 22,8%

CA : Communauté d'agglomérations ; CC Communauté de communes.

Fortes disparités de revenus

Autre mauvaise nouvelle, avec 19 880 $\$ le Vaucluse affiche également le niveau de vie annuel médian le plus bas de la région. Le département est devancé par les Alpes-de-Haute-Provence (20 580 $\$), les Hautes-Alpes (20 880 $\$), les Bouches-du-Rhône (21 360 $\$), le Var (21 590 $\$) et les Alpes-Maritimes (22 140 $\$) alors que la moyenne de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 21 350 $\$ et celle de la France à 21 650 $\$.

« Les niveaux de vie varient également selon la localisation au sein des aires d'attraction des villes (pôle ou couronne), ainsi que selon le nombre d'habitants de l'aire, poursuit le statisticien de l'Insee. Le niveau de vie médian est ainsi plus faible dans les pôles (21 $000\mathfrak{E}$ par an), notamment au sein des communescentres (20 $220\mathfrak{E}$), que dans les couronnes (22 $430\mathfrak{E}$). Pour chacune de ces catégories de communes, le niveau de vie augmente avec la taille des aires. Il est ainsi le plus élevé (22 660e) dans les aires de 700 000 habitants ou plus hors Paris, en particulier dans leurs couronnes (23 $730\mathfrak{E}$). Dans l'aire d'attraction de Paris, le niveau de vie médian est de 23 $740\mathfrak{E}$. Il est plus faible qu'au niveau national dans les communes situées hors attraction des villes (20 $410\mathfrak{E}$). »

Autre constat, c'est en Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur que l'on constate les plus fortes disparités de revenus entre les personnes les plus modestes et celles, plus aisées.

L.G.

*Le niveau de vie médian partage la population en deux : la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur

Un tiers des français déclarent être sous payés

3 avril 2025 |



Ecrit par le 3 avril 2025



Le rapport d'ADP 'People at Work 2021 : l'étude Workforce View' réalisée auprès de plus de 32 000 salariés dans 17 pays, dont 1 920 en France, révèle que près d'un salarié français sur trois déclare regarder sa fiche de paie plus attentivement depuis qu'est survenue la crise du Covid-19.



Des salariés plus attentifs que d'autres

Les jeunes de moins de 24 ans font désormais plus attention à leur fiche de paie : 34% déclarent ainsi regarder de plus près leur bulletin en fin de mois. C'est 9 points de plus que leurs aînés de plus de 45 ans (25%). Les salariés du secteur des Loisirs et de l'Hôtellerie eux aussi sont plus attentifs à leur fiche de paie : 4 sur 10 affirment la regarder de plus près depuis la crise. Ces chiffres peuvent s'expliquer par la situation compliquée des salariés de ce secteur fortement impactés par la crise sanitaire et dont beaucoup ont été mis en activité partielle. Il en est de même des salariés du domaine de l'immobilier (42%) et du BTP (37%) qui examinent leur rémunération plus attentivement depuis le début de la pandémie.

C'est le cas également pour les freelances qui font plus attention à leur net à payer par rapport aux salariés qui ont un contrat en CDI (35% vs 27%).

Des bulletins qui contiennent des erreurs

Si les salariés regardent plus attentivement leur net à payer, c'est aussi pour éviter les erreurs que peuvent contenir les bulletins de paie. Pour un tiers des salariés, ces erreurs sont en leur défaveur, puisque 33% déclarent être toujours, souvent ou parfois sous-payés. Un tiers affirme également être payés en retard (30%). Plus de la moitié (52%) des entreprises admet que les réclamations des salariés font partie des manières d'identifier les erreurs de paie.

Prise en main d'outils de gestion des finances

Les salariés ont aussi commencé à utiliser des applications pour faciliter la gestion de leurs finances. Là encore, les jeunes de 18 à 24 ans se détachent de leurs aînés. Près d'un tiers d'entre eux utilisent désormais des outils pour gérer leur budget contre seulement un sur cinq des salariés de plus de 45 ans. La crise a mis en lumière ces Français qui souffrent de difficultés financières. En effet, si ces salariés font de plus en plus attention à leurs finances c'est aussi parce que certains peinent à gérer leur trésorerie entre le jour de la paie et l'échéance de leurs factures. Près d'un jeune sur cinq évoque ainsi cette problématique. Une difficulté partagée également par trois salariés sur dix issus du secteur des Médias et 22% des freelances, intérimaires ou CDD.

«Le bulletin de paie est le premier vecteur de communication entre l'entreprise et le collaborateur.»

« La crise sanitaire a replacé la question de la paie au centre du jeu. Les défis étaient colossaux pour les entreprises entre les ruptures de compétences, l'inflation d'évolutions légales ou les systèmes qui ne fonctionnaient pas à distance... Or, le bulletin de paie est le premier vecteur de communication entre l'entreprise et le collaborateur. En temps normal, la paie est ainsi une évidence ; en cas d'erreur ou de retard, les impacts sur la productivité, la situation financière ou la santé des personnes peuvent être majeurs. Sans parler de l'image de marque de l'entreprise. Il est donc temps de porter un nouveau regard sur la paie. Alors qu'elle n'était considérée que comme un processus chronophage et complexe, la paie doit avant tout être juste en temps et en heure quelles que soient les circonstances. Cela passe par



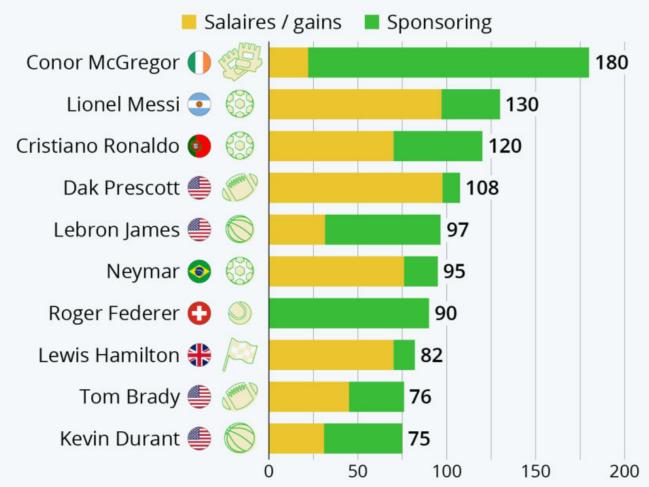
une phase de transformation, par exemple en adoptant des processus numériques pour assurer des gains de temps, d'efficacité et d'agilité. De plus, les technologies déployées par un partenaire comme ADP peuvent aujourd'hui faire bénéficier les entreprises de données et d'analyses précises : la paie peut ainsi devenir un atout stratégique pour les DRH, donc un véritable outil de performance au service de l'entreprise » commente Carlos Fontelas de Carvalho, président d'ADP en France et en Suisse.

Les athlètes les mieux payés au monde



Les athlètes les mieux payés au monde

Revenus des athlètes les mieux rémunérés au monde (en millions de dollars) *



* Les données prennent en compte la période mai 2020 à mai 2021.

Source : Forbes













Avec une année de retard sur le calendrier les <u>Jeux Olympiques</u> 2021, initialement prévus pour 2020, sont désormais lancés à Tokyo. Parmi les 11 000 athlètes à suivre, il y a aussi parmi celles et ceux qui justifient de la plus grosse rémunération sur l'année écoulée. Cette année, le basketteur américain Kevin Durant sera l'athlète le mieux payé parmi les athlètes présents à Tokyo.

Tous les ans, le magazine Forbes dresse son classement des sportifs les mieux payés de la planète. Par rémunération, s'entendent tous les revenus, du salaire, des primes (quand il y a en a), et du sponsoring. En 2020-2021, cette première place était occupée par la star des arts martiaux mixtes (MMA) Conor McGregor qui a gagné environ 180 millions de dollars de revenus (environ 149 millions d'euros), et ce surtout grâce à ses activités commerciales. En effet, l'Irlandais n'a livré qu'un seul combat en 2020, empochant 22 millions de dollars avec sa victoire face à Donald Cerrone. Les 158 millions restants proviennent de ses activités commerciales, notamment la vente de ses parts d'une marque de whisky.

Comme le met en avant notre graphique, deux <u>footballeurs</u> – Lionel Messi et Cristiano Ronaldo, viennent completer le podium avec des revenus de 130 et 120 millions de dollars (environ 107 et 99 millions d'euros). Aucun Français ne figure dans le Top 10 cette année.

De Claire Jenik pour Statista

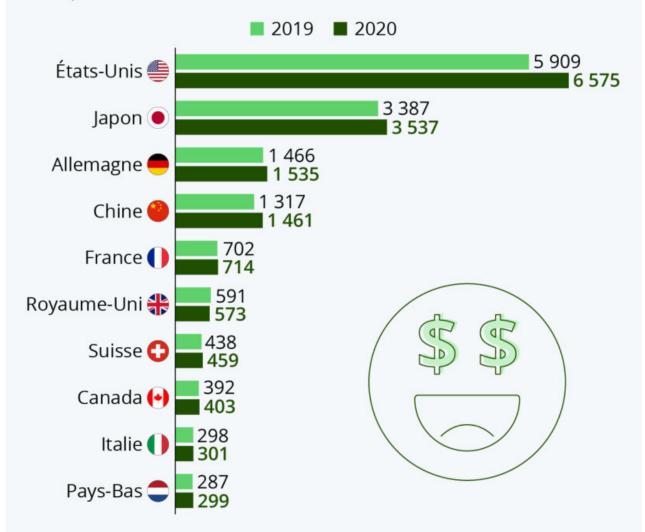
Les pays qui comptent le plus de millionnaires en dollars

3 avril 2025 |

Ecrit par le 3 avril 2025

Toujours plus de millionaires

Pays avec le plus d'individus détenant une fortune supérieure à 1 million de dollars, en milliers *



* "Hight Net Worth Individuals" : particuliers détenant des actifs financiers d'une valeur supérieure à 1 million de dollars US (hors résidence principale).

Source: Capgemini













Alors que l'<u>économie mondiale</u> a souffert de la pandémie de Covid-19, le nombre de millionnaires a continué d'augmenter dans le monde l'année dernière. Selon le dernier « <u>World Wealth Report</u> » de Capgemini, le nombre de particuliers dont la fortune dépasse le million de dollars – plus précisément les « High Net Worth Individuals (HNWI) », c'est à dire les individus détenant plus d'un million de dollars d'<u>actifs financiers</u>, hors résidence principale – a augmenté de 6,3 % pour atteindre 20,8 millions, tandis que leur richesse cumulée a augmenté de 7,6 % pour atteindre 79 600 milliards de dollars.

Ce sont de loin les <u>États-Unis</u> qui hébergent le plus gros contingent (6,6 millions). La deuxième place du classement revient au Japon (3,5 millions), suivi de l'Allemagne (1,5 millions). La <u>France</u> se classe au cinquième rang derrière la <u>Chine</u>, avec environ 714 000 personnes qui possédaient plus d'un million de dollars d'actifs investissables l'année dernière, en hausse de près de 2 % sur un an (1 million de dollars US vaut actuellement autour de 840 000 euros). Un seul pays du top 10 a connu une baisse du nombre de « HNWI », le Royaume-Uni, où ces derniers sont environ 18 000 de moins qu'en 2019.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Impôts 2021 : quelles sont les dates limites pour déclarer vos revenus ?







Les services de l'administration fiscale viennent de dévoiler les dates limites de la déclaration des revenus perçus en 2020. Elles s'échelonnent du 20 mai au 8 juin, selon les départements. Ainsi, depuis jeudi dernier, les particuliers peuvent se rendre sur le site internet des impôts pour contrôler, corriger ou simuler la déclaration des revenus qu'ils ont perçu en 2020.

En 2021, la déclaration en ligne est obligatoire pour tous les usagers dont l'habitation principale est équipée d'un accès internet. De quoi permettre à certains de bénéficier d'un délai supplémentaire pour réaliser cette télédéclaration.

Ainsi, dans ce cadre, les habitants des départements n°1 à 19, dont l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-de-Haute-Provence notamment, ont jusqu'au 26 mai pour faire leur déclaration en ligne (ndlr : date limite également valable pour les contribuables non-résidents en France). La date du 1er juin est ensuite fixée pour les départements n°20 à 54, comme le Gard et la Drôme. Pour les Vauclusiens et les départements n° 55 à 974/976 cette limite est portée au 8 juin 2021.

La déclaration papier

Les usagers qui ne disposent pas d'un accès internet sont exclus de cette obligation. Si vous n'êtes pas en mesure d'effectuer votre déclaration en ligne (absence d'accès internet, par exemple), vous devez donc



utiliser une déclaration papier.

Vous pouvez vous procurer le formulaire de déclaration (imprimé 2042) soit auprès de votre Centre des Finances Publiques (Service des Impôts des Particuliers) de votre domicile, soit sur le site www.impots.gouv.fr dans la barre de recherche située en haut de chaque page.

Après l'avoir rempli et signé, vous devez l'adresser à ce même service des impôts des particuliers avant le 20 mai 2021 à minuit.

Les usagers n'ayant pas opté pour la dématérialisation depuis leur espace particulier sur impots.gouv.fr recevront une déclaration papier en 2021.

Dispense de dépôt de déclaration

Depuis 2020, une nouvelle faculté de dépôt de la déclaration de revenus est mise en place pour certains foyers fiscaux, qui peuvent ainsi se dispenser du dépôt de leur déclaration. Pour ces foyers, l'absence de dépôt explicite de déclaration vaudra désormais déclaration.

Leur déclaration sera alors automatiquement validée par l'administration, sans action de leur part.

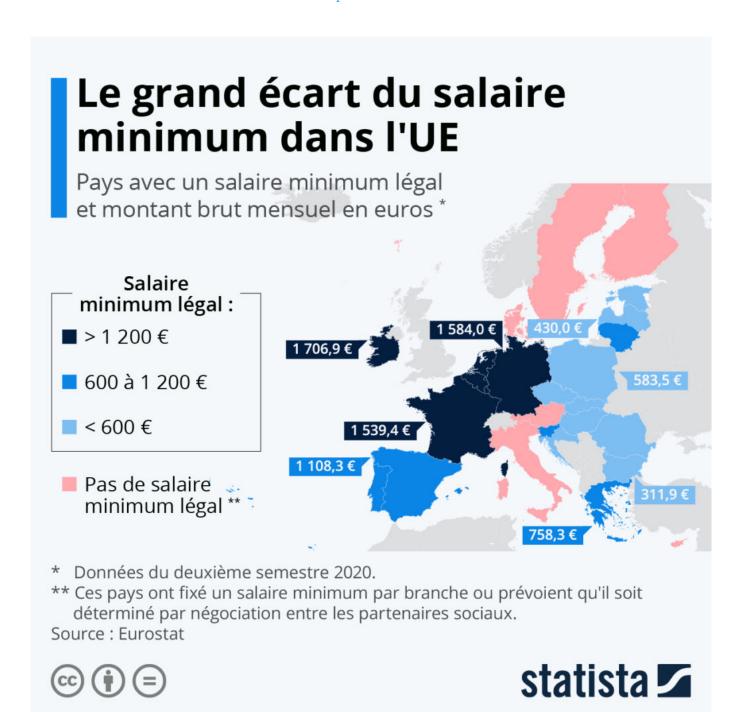
Vous pouvez bénéficier de ce dispositif si :

- votre déclaration préremplie comporte l'ensemble de vos revenus et charges,
- vous n'avez pas signalé de changement de situation (adresse, situation de famille ou création d'acompte de prélèvement à la source) en 2020.

Les contribuables éligibles à ce dispositif en sont informés par courriel ou à réception de la déclaration automatique pour les contribuables déposant une déclaration papier (transmise par voie postale). Dans ce cas, l'administration établira automatiquement votre imposition sur la base des éléments déjà connus. Ce dispositif ne constitue en aucun cas une obligation. Il est possible de continuer à déclarer et corriger sa déclaration comme auparavant.

Le grand écart du salaire minimum en Europe





Succédant à l'Allemagne depuis le 1er janvier, le Portugal a pris la présidence tournante du Conseil de l'<u>Union européenne</u> pour un semestre. Alors que l'année 2021 cristallise des enjeux importants pour le continent européen, la présidence portugaise de l'UE a d'ores et déjà affirmé son ambition d'approfondir l'Europe sociale. Lisbonne a ainsi défini des <u>priorités</u>, parmi lesquelles : « promouvoir une reprise stimulée par les transitions climatiques et numériques, mettre en œuvre le socle européen des droits



sociaux de l'Union européenne [...] pour garantir une transition climatique et numérique juste et inclusive ».

À cet effet, le Portugal prévoit un « sommet social« les 7 et 8 mai à Porto, au cours duquel les Vingt-Sept seront invités à s'accorder pour développer les <u>droits sociaux</u> de leurs citoyens et débattre autour de l'idée d'un salaire minimum européen. Plutôt que l'établissement d'un SMIC identique à l'Union européenne, quasi impossible à réaliser, il s'agit de discuter d'une « convergence ascendante » et de la mise en place de « salaires minimums équitables », permettant de garantir que les travailleurs gagnent suffisamment pour subvenir à leurs besoins.

Comme le montre notre infographie, qui présente les données du deuxième semestre 2020, il existe une grande disparité des salaires minimums légaux d'un pays à l'autre de l'UE. Entre la Bulgarie, où ce dernier est fixé à 312 € brut mensuel, et la France, où il s'élève à 1 539 €, l'écart est considérable puisque le <u>SMIC français</u> est environ 5 fois supérieur. Et la différence est encore plus grande avec les pays qui disposent du minimum salarial le plus élevé : l'Irlande (1707 €) et le Luxembourg (2142 €). Ces écarts importants s'expliquent en grande partie par la <u>disparité des prix et du coût de la vie</u> entre les économies de l'UE.

En outre, six pays membres n'ont pas de salaire minimum légal à ce jour : l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Italie, la Suède et Chypre. Dans ces pays, un salaire minimum peut avoir été fixé par branche professionnelle ou avoir été déterminé par négociation entre les partenaires sociaux.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

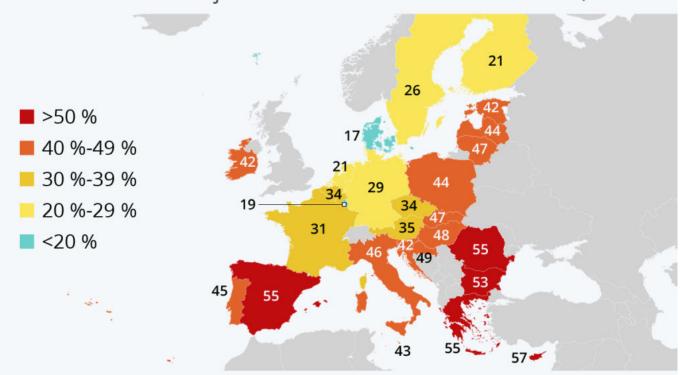
Europe : comment les revenus ont été impactés par la crise





Europe: comment les revenus ont été impactés par la crise

Part des répondants déclarant que la pandémie de coronavirus a déjà affecté leurs revenus cette année, en %



Étude menée du 25 septembre au 7 octobre 2020, auprès de 24 812 répondants. Source: Eurobaromètre











La pandémie de coronavirus affecte les revenus de nombreuses personnes à travers le monde. La dernière enquête « Eurobaromètre » du Parlement européen montre comment les revenus ont déjà été impactés dans les États membres de l'Union Européenne. Comme le met en évidence la carte de Statista, la proportion de répondants dont les revenus ont été affectés par la crise sanitaire dépasse 50 % dans cinq pays : Chypre, Grèce, Espagne, Roumanie et Bulgarie.



En France et en Allemagne, la part est plus modeste, même si elle s'élève tout de même respectivement à 31 % et 29 %. C'est dans les pays du nord de l'Europe que les populations ont été les plus épargnées. Aux Pays-Bas et en Finlande, environ une personne sur cinq déclare que ses revenus ont déjà été impactés, et ce taux descend même à 17 % au Danemark. L'ampleur de l'épidémie et le degré de sévérité des mesures de restrictions qu'elle a impliqué est l'une des raisons qui explique la variabilité des impacts. Mais les plans d'aides déployés par les États, notamment les dispositifs de chômage partiel, ont aussi joué un rôle prépondérant pour limiter la détérioration des revenus.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**